

---

## Historiographie et histoire sociale

Paul-André Rosental

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/15574>

ISSN : 2431-8698

### Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003

Pagination : 149-151

ISSN : 0398-2025

### Référence électronique

Paul-André Rosental, « Historiographie et histoire sociale », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2003, mis en ligne le 15 février 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/15574>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

---

# Historiographie et histoire sociale

Paul-André Rosental

---

Paul-André Rosental, *maître de conférences*

## L'historien et l'État : histoire sociale et politiques publiques en France (1930-1968)

- 1 POURSUIVANT les recherches des années précédentes sur les rapports entre sciences et politiques des populations, le séminaire a pris pour objet le processus politique et institutionnel sous-jacent à la création de l'Institut national d'études démographiques (INED) en octobre 1945. Situé comparativement, un institut d'État consacré à la population est une curiosité. Sa fondation doit beaucoup aux circonstances. À la Libération, le scénario le plus probable, élaboré par l'influent pédiatre Robert Debré, prévoit simplement pour la population une section qui serait rajoutée à l'Institut national d'hygiène (futur INSERM), créé par Vichy. Or, au printemps 1945, Debré propose au général de Gaulle un institut distinct pour la population. Deux raisons le poussent à cette révision. D'une part, plusieurs grands savants républicains se disputent les dépouilles de la « Fondation Carrel ». Cette institution vichyssoise, rivale des bastions républicains que sont le CNRS et l'Université, est riche en personnels et en locaux. D'autre part, à près de 50 ans, le proche partenaire de Robert Debré qu'est le statisticien Alfred Sauvy n'a su se garantir une position stable. Au printemps 1945, il est inconfortablement installé dans un poste politique, en conflit avec son ministre. La création d'un institut de population autonome de l'INH lui assure une position de repli.
- 2 Cette chronologie courte ponctue un jeu de créations institutionnelles qui, commencé à la fin des années 1930, accompagne la mise en place de politiques démographiques. Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, une « nébuleuse réformatrice » (Topalov) segmente la « Population » en diverses causes : lutte contre la dépopulation, contre la prostitution, contre l'alcoolisme, etc. Certes, leurs hérauts sont sociologiquement proches et s'accordent souvent sur des combats communs. Mais leur approche, thématique, propose une lecture fragmentée du corps social.

- 3 Le surgissement d'un objet « Population » participe au contraire de l'idée d'une société existant préalablement, sur laquelle l'État peut agir globalement, quitte à passer par des politiques ciblées. Cette transmutation provient, pour partie, de la haute administration. Jusqu'aux années 1930, c'est au sein des parlementaires que les idéologies démographiques trouvent leurs porte-parole. Mais dans la dernière décennie de la III<sup>e</sup> République, quelques mesures législatives étendent l'administration de la population, et avec elle le noyau de hauts fonctionnaires qui s'y dédient. Il en résulte un cercle vertueux : le *lobbying* en faveur de la population trouve désormais des relais au cœur de l'État, moins dépendants des majorités politiques que les parlementaires. Beaucoup, membres du Conseil d'État, possèdent le savoir-faire nécessaire à la création d'administrations nouvelles. Leur modèle d'action, centré sur la synthèse ; leur carrière, où se succèdent les postes et les fonctions ; leurs liens étroits avec les milieux nataliste, familialiste ou réformateurs, les prédisposent non seulement à saisir la population comme un tout, mais à l'articuler avec la politique familiale et la politique sociale. À posteriori, l'émergence de l'objet « Population » doit être considérée comme l'une des conditions de la mise en œuvre d'un système de Sécurité Sociale.
- 4 On ne saurait pour autant s'arrêter à cette filiation rétrospective. La notion de « Population », en effet, peut être construite de diverses manières, chacune s'accompagnant d'une discipline scientifique privilégiée. Militant familialiste, Georges Hourdin rêve durant la guerre d'un Institut des études familiales : eût-il été mis en place à la Libération, c'est autour de lui que se serait organisée l'étude de la population après-guerre. Géographe et psychanalyste, l'expert ès migrations Georges Mauco plaide pour une politique de peuplement conduite par une espèce d'ethnopsychologie. Sous Vichy, la Fondation Carrel vise explicitement à « améliorer » la population : ce projet fortement mâtiné d'eugénisme consacre l'alliance entre biologie et sciences sociales qui a pris corps dans les années 1930. Mais cette idée d'« amélioration de la population » se retrouve telle quelle à la Libération dans les statuts des institutions de la Santé publique et de la Population, et participe de l'idéal de l'État-providence. Il faut donc se résigner à un schéma historiciste, montrant comment un même terme – la Population – a revêtu des acceptions hétérogènes dont chacune, en s'imposant, a ou aurait forgé une société différente. Chacune de ces définitions est incommensurable aux autres. Mais la pratique est plus accommodante : non seulement le quiproquo sur le sens du mot « Population » n'est pas un obstacle, mais il peut se révéler créateur en permettant, à des projets qui devraient s'ignorer ou se combattre, de se renforcer.
- 5 Une même dynamique a opéré avec les deux domaines voisins de la Population que sont la Famille et les politiques sociales. Ces trois axes de l'action publique se sont développés à la fois de concert et en compétition, leur place respective dépendant *in fine* des rapports de force politiques. En retour, ils ont contribué à forger l'idée de « Société » qui nous est familière, mais dont l'attitude de la bourgeoisie libérale de la France post-révolutionnaire montre à quel point elle est une conquête difficile et fragile.

## Publications

- *Histoire sociale et politique des populations (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'A. Corbin, Université de Paris-I, mars 2002, 119 p.
- « Les liens familiaux, forme historique ? », dans *Les solidarités familiales en question. Entraide et transmission*, sous la dir. de P. Strobel et D. Debordeaux, Paris, LGDJ, 2002, p. 107-141.

- Avec S. Buzzi et J.-C. Devinck, « Entre fragilité et ambiguïtés : la médecine du travail au XX<sup>e</sup> siècle », *Archives des Maladies professionnelles*, 63 (3-4), 2002, p. 134-136.
  - Avec S. Buzzi et J.-C. Devinck, « L'examen médical en milieu de travail, 1914-1979 », *Archives des maladies professionnelles*, 63 (5), 2002, p. 355-363.
  - « Autant d'espaces que de migrations ? Le cas du Sénégal et de l'Amazonie », *Études et Travaux de l'École doctorale Temps, espaces, sociétés, cultures* (Université de Toulouse-II), 2, 2001, p. 28-30.
  - « Pour une analyse mésoscopique des migrations », *Annales de Démographie historique*, 2, 2002, p. 145-160.
- 

## INDEX

**Thèmes** : Histoire, Problèmes généraux